
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 29 novembre au 5 décembre 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Investiture du Président Andrés Manuel López Obrador (AMLO)

AMLO a pris ses fonctions le samedi 1^{er} décembre, mettant fin au sexennat d'Enrique Peña Nieto (EPN).

Selon une enquête réalisée par le quotidien El Financiero, 83% des personnes interrogées se déclarent optimistes vis-à-vis de l'avenir du pays suite à l'investiture d'AMLO. 79% estiment qu'AMLO leur inspire confiance. En revanche, seuls 57% pensent qu'AMLO génère de la confiance auprès des investisseurs et 54% auprès des entrepreneurs. Selon la même enquête, 83% des personnes interrogées pensent que le nouveau Gouvernement sera en mesure de générer de la croissance économique et des emplois, 74% de réduire de la pauvreté et des inégalités, 71% de réduire l'insécurité et 64% d'éradiquer la corruption.

La Présidence d'AMLO génère des fortes attentes au Mexique : 6 mexicains sur 10 interrogés considèrent que la situation générale du Mexique s' « améliorera » ou « restera bonne » durant la Présidence d'AMLO (plus que pour lors des prises de fonction des présidences de Calderón en 2006 – 49% ; et de Peña Nieto – 52 %). 63% des Mexicains interrogés se considèrent en accord avec la façon dont AMLO s'est comporté durant la période de transition (64% et 56% respectivement pour Calderón et Peña Nieto). 26% des Mexicains interrogés estiment que la politique du Président élu aura un impact dans moins de 6 mois (16% et 18% respectivement pour Calderón et Peña Nieto). Enfin, 52% estiment qu'il remplira toutes ou la majorité de ses promesses de campagne (41% et 45% respectivement pour Calderón et Peña Nieto).

53 000 fonctionnaires fédéraux ont dû remettre leur démission le 30 novembre, veille de l'investiture d'AMLO. Ces postes, désormais libres, seront à remplir par la nouvelle Administration. Ces chiffres s'ajoutent aux démissions supplémentaires suite à la décision de la nouvelle Administration de plafonner les salaires des fonctionnaires.

La confédération patronale mexicaine (Coparmex) considère que le message adressé à la nation par le Président AMLO lors de sa prise de fonction est négatif, et dénonce ses expressions « polarisantes et manichéennes ». Le Président de la Coparmex a indiqué que l'organisme mettra en avant les actions nécessaires pour contrer les actions du Gouvernement qui iront à l'encontre du bénéfice du pays.

La confiance et les conditions pour investir au Mexique sont présentes, a déclaré l'homme d'affaire Carlos Slim suite à la prise de fonction du nouveau Président. Il a indiqué que le 1^{er} message à la nation du Président avait généré de la « certitude et une invitation au travail et à l'investissement ».

Relation Mexique / Etats-Unis

Les Etats-Unis, le Mexique et le Canada ont signé le traité commercial USMCA le 30 novembre dernier, plus de treize mois après le début des négociations. Il a été signé par les 3 pays en marge du G20, un jour avant la fin de mandat d'EPN. Suite à cette signature, l'accord sera soumis à signature des Congrès des trois pays pour ratification en vue de l'entrée en vigueur du nouveau pacte commercial à compter de 2020. Tant que durera ce processus, les règles de l'ALENA resteront en vigueur, sauf résiliation par l'une des parties (*cf. infra*).

Suite à la signature de l'USMCA, le secteur des affaires prévoit une augmentation de 30% des exportations. Cependant, les représentants d'organisations professionnelles regrettent que les Etats-Unis maintiennent les taxes appliquées sur l'acier et l'aluminium.

A l'occasion du G20, Donald Trump a annoncé vouloir résilier l'ALENA dans un « délai relativement court ». Dans le cas d'une potentielle résiliation formelle de l'ALENA, les élus auraient 6 mois pour se prononcer sur le nouvel accord : si la nouvelle version de l'accord devait ne pas être adoptée au Congrès, la résiliation de l'ALENA placerait les 3 pays dans la situation qui prévalait en amont de l'adoption de l'ALENA, en 1994.

Economie

Le 3 décembre, les autorités mexicaines ont placé une offre de rachat pour 1,8 Md USD des obligations vertes qu'elles avaient émises sur les marchés (pour un total de 6 Mds USD) pour le financement du NAIM à Texcoco. La construction du NAIM n'a pas été suspendue afin de parer au risque de non-respect du contrat. L'offre de rachat s'accompagne d'une demande de consentement de la part des détenteurs d'obligations pour retirer la garantie des

revenus de Texcoco des obligations. Les détenteurs d'obligations défendus par le cabinet d'avocat Hogan Lovells (détenteurs d'1/6 des obligations) ont toutefois rejeté, le 5 décembre, l'offre de rachat émise par les autorités mexicaines.

Selon la dernière enquête de la Banque centrale mexicaine (Banxico), 63% des analystes interrogés estiment que le climat des affaires va empirer dans les 6 prochains mois, contre seulement 26% au mois d'octobre. Seuls 7% pensent que la situation va s'améliorer, contre 19% précédemment. Selon eux, les principaux obstacles à la croissance économique du pays sont l'incertitude autour de la politique intérieure et l'insécurité. **Les spécialistes consultés ont maintenu à 2,1% leurs prévisions de croissance pour 2018, après une période de 4 mois de révision à la baisse. Cependant, pour 2019, leurs prévisions de croissance, sont passées de 2,15% à 1,97%.**

Selon la dernière enquête de Citibanamex, les experts prévoient un MXN plus faible pour 2018 et 2019, puisque les estimations du taux de change ont été ajustées à 20,20 et 20,63 par USD, par rapport aux niveaux précédents de 19,95 et 20,00, respectivement. En ce qui concerne les prévisions d'inflation pour 2019, le consensus est maintenu à 3,90% par an. Il en a été de même pour les prévisions de croissance économique pour la 1^{ère} année du Gouvernement d'AMLO, estimée à 1,9%.

En octobre, l'arrivée des remesas ont augmenté (+3,4% g.a.) pour le 31^{ème} mois consécutif. On observe cependant un ralentissement de la croissance qui s'explique par la faible croissance du nombre d'opérations (+1,1%) et du montant moyens des envois de fonds (+2,2%). **De janvier à octobre, les envois de fonds ont ainsi totalisé 1,3 Md USD, soit une augmentation de près de 10% par rapport à la même période en 2017.**

L'indice de confiance des consommateurs perd 0,6 point en novembre comparé au mois d'octobre, mais se maintient à son niveau le plus élevé depuis la crise. Entre novembre 2017 et novembre 2018, l'indice a gagné 4,9 points. La baisse s'explique par une situation moins optimiste quant à la situation économique des ménages à 12 mois (-1,1 point, après le saut de +6 points en juillet).

L'investissement fixe brut a connu une augmentation de 0,8% en septembre comparé à août. Cette augmentation représente une variation à la hausse de 0,2% g.a, et marque la reprise de l'investissement suite à la baisse en août (-2,2% g.a.). En glissement annuel, l'investissement en machines et équipement a crû de 2,5%, tandis que l'investissement dans la construction a baissé de 1%.

La revue The Banker a décerné à Banorte son prix de la meilleure banque de l'année 2018 pour le Mexique. Le titre récompense les efforts de la banque pour l'inclusion financière et son engagement pour le développement de l'économie mexicaine. The Banker note notamment que l'acquisition de la banque mexicaine *Interacciones* en 2018 la consolide comme l'une des meilleures banques du monde. Le titre s'ajoute à d'autres récompenses reçues par la banque cette année (Bolsa Mexicana de Valores, Fitch, World Finance, Lafferty Global Award, Boardroom Magazine).

En novembre, les ventes de véhicules neufs ont chuté de 5,4%, une baisse toutefois moins importante que la baisse des ventes sur le total accumulé depuis le début de l'année (-6,7% comparé à la même période l'année dernière).

Finances publiques

Le Président AMLO a nommé Margarita Ríos-Farjat pour diriger l'Administration fiscale mexicaine (SAT). Diplômée d'un master en droit fiscal et d'un Doctorat en politiques publiques de l'Université Autonome du Nuevo León, elle aura à charge de faciliter les déclarations et le paiement de l'Impôt et la promotion de la Loi de Confiance Citoyenne, qui souhaite limiter la vigilance fiscale sur les petits contribuables et mettre en place des contrôles fiscaux aléatoires plutôt que ciblés. AMLO avait fait savoir il y a plusieurs mois que la personne en charge de la SAT serait une femme de l'État du Nuevo León.

Le communiqué du 26 novembre émis par le Ministre des Finances, Carlos Urzúa, est parvenu à freiner la croissance des primes de couverture de la dette mexicaine, la chute de la bourse et la dépréciation du MXN en amont de la prise de fonction du Président. Ce communiqué réaffirme la priorité de son Ministère de maintien d'un excédent fiscal primaire à 1% du PIB. Entre le 26 octobre et le 26 novembre, la prime avait crû de 21,3 points, la bourse avait perdu 13,9% et le MXN s'était déprécié de 5,8% face à l'USD.

Les intérêts sur la dette publique mexicaine ont atteint 21,55 Mds USD entre janvier et octobre 2018, soient 12,3% de plus que les intérêts versés sur la même période en 2017. Les dépenses d'investissement public ont, sur la même période, atteint un niveau inférieur, à 16,2 Mds USD (+4,7% vs. la même période en 2017).

Les finances publiques mexicaines ont connu un ajustement plus rapide que prévu par le budget pour l'année 2018 : entre janvier et octobre, le déficit public atteint 13,5 Mds USD (vs. 18,7 Mds USD budgétisés). La balance primaire enregistre un excédent de 7,9 Mds USD (vs. 3,6 Mds USD budgétisés).

La proposition du Président Andrés Manuel López Obrador de réduire la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et l'impôt sur le revenu (ISR) à la frontière nord du pays entraînerait un manque à gagner fiscal compris entre 4 et

5 Mds USD pour le Gouvernement sur la première année de mandat, selon une étude de Fundar, CIEP et Oxfam Mexique. Gerardo Esquivel, futur sous-Gouverneur de la Banque centrale, avait initialement estimé que la réduction de la TVA et de l'ISR dans les États de la frontière nord entraînerait une perte de 2 Mds USD.

Un groupe de 55 Sénateurs de l'opposition a fait état d'un recours d'inconstitutionnalité contre la loi fédérale sur la rémunération - promue par Morena et Andrés Manuel López Obrador - qui établit qu'aucun fonctionnaire, y compris les membres du pouvoir judiciaire, ne peut gagner plus que le Président. Dans les jours précédents, il a été signalé que la Cour Suprême avait également été saisie d'une action d'inconstitutionnalité contre cette loi, au nom de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH). AMLO a déclaré qu'il se monterait respectueux des décisions prises par le pouvoir judiciaire sur la question.

AMLO a annoncé que le projet de budget de dépenses de la fédération comprenait l'augmentation des salaires des fonctionnaires gagnant moins de 20 000 MXN par mois. L'augmentation pour ceux qui perçoivent entre 10 000 et 15 000 MXN correspondra à l'inflation + 2 points, tandis que pour ceux qui gagnent actuellement entre 15 000 et 20 000 MXN, l'augmentation sera égale à l'inflation +1 point.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau (06/12/2018)
Bourse (IPC)	-0,85%	-11,53%	41529,67
Risque pays (EMBI+Mx)	-2,1%	+22,6%	228
Taux de change USD/Peso	+1,0%	+6,7%	20,5672 MXN/USD
Taux de change Euro/Peso	+1,4%	+0,05%	23,3530 MXN/EUR
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	+2,4%	+5,5%	54,71 USD/baril

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Environ 700 migrants centraméricains arrivés à Tijuana dans le cadre de la caravane de migrants ont entamé des processus de recrutement pour être embauchés par des *maquiladoras*.

La Secretaría de Integración Económica Centroamericana (SIECA) lance une plateforme permettant aux utilisateurs de signaler en toute confidentialité les incidents survenus lors de l'importation ou de l'exportation de marchandises en Amérique centrale. Développé par la SIECA en collaboration avec le Comité consultatif sur l'intégration économique (CCIE) et l'Union Européenne, cet outil (disponible sur le site internet <https://www.incidenciascomercio.sieca.int>) vise à rendre plus efficaces les procédures relatives au commerce régional. L'objectif de cette plateforme est d'évaluer les problèmes des exportateurs et des importateurs puis d'y apporter une réponse rapide. La SIECA espère ainsi, au travers de cette plateforme, réduire de 40% les coûts logistiques des entreprises qui transportent des marchandises dans la région.

La plateforme Uber a annoncé vouloir lancer Uber Freight, sa filiale dédiée au transport de marchandise, en Amérique latine et notamment au Panama. Ce service a été lancé au Texas il y a 18 mois et est actuellement disponible dans 48 États étatsuniens.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Le projet de loi de renforcement des finances publiques a été approuvé en second débat. Parmi les réformes les plus importantes du projet de loi, on distingue notamment la transformation de l'impôt général sur les ventes en une TVA de 13% qui entrera en vigueur dans six mois.

Le Ministère des Finances a émis 600 M USD sur les marchés financiers domestiques. Le marché a réagi positivement à l'approbation de la loi de renforcement des finances publiques, ce qui s'est reflété par une hausse des prix des obligations costariciennes.

Le succès de l'émission de dette interne, ainsi que l'approbation de loi de réforme budgétaire améliorent les possibilités de financement du pays pour le reste de l'année. Avec ces ressources, ajoutées aux 50 M USD reçus par la Banque du Costa Rica au titre de la dette de *Bancrédito*, le Ministère des Finances se rapproche des 827 M USD dus à la Banque centrale pour le service des bons du Trésor expirant le 26 décembre.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Les autorités prévoient un déficit budgétaire de 1,6% du PIB pour 2018 et de 2,5% pour 2019, contre 1,4% en moyenne entre 2014 et 2017. Selon le Président de la Banque centrale, le faible déficit des trois dernières années a créé un espace temporaire pour s'endetter davantage, ce qui ne devrait pas affecter la soutenabilité de la dette publique en 2019 (24,5% du PIB en 2018).

La confiance des entreprises continue de s'améliorer : en novembre, l'indice de confiance en l'activité économique au Guatemala affichait une augmentation de 7,7% par rapport au mois précédent et de 5,2% en glissement annuel.

La Banque centrale du Guatemala prévoit une croissance de 2,9% pour l'année 2018 et 3,0% pour 2019 (contre des estimations antérieures à 2,8% et 3,1% pour 2018 et 2019 respectivement).

Après le récent désistement brésilien, le Guatemala pose sa candidature pour accueillir la 25^{ème} conférence de l'ONU sur le changement climatique (COP 25) qui aura lieu en novembre 2019. Le Guatemala figure parmi les 10 pays les plus vulnérables au changement climatique. Le Gouvernement a par ailleurs planifié de réduire de 11,2% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Le Guatemala est l'un des 17 pays à avoir voté, à ce stade, des mesures suffisantes pour tenir les objectifs fixés lors de la COP 21 qui s'est tenue en 2015 à Paris.

La société d'investissements privés à l'étranger (OPIC) des États-Unis accordera un prêt de 200 M USD à la banque guatémaltèque Banco Industrial (BI), 1^{ère} banque d'Amérique centrale. L'objectif est de proposer aux TPE et PME des prêts à taux préférentiels afin de stimuler l'activité et créer de l'emploi au Guatemala.

La loi de finances 2019 prévoit d'allouer plus de 375 M USD (3% du total du Budget 2019, soit un pourcentage relativement élevé) aux ONG et aux institutions à but non-lucratif. Le Gouvernement consacrera environ 67 M USD de ce montant à des associations ou fondations œuvrant dans le domaine de la santé, et 308 M USD seront alloués à 21 établissements spécialisés dans l'éducation.

D'après l'Institut Guatémaltèque du Tourisme (INGUAT), le secteur touristique générera plus de 1,6 Md USD de recettes en 2018 (1,2 Md en 2007) et affichera une hausse de 13% du nombre de visiteurs étrangers par rapport à 2017 (2,1 M). Le nombre de touristes étrangers avait déjà progressé de 11% en 2017 par rapport à 2016. Cette hausse de la fréquentation s'explique notamment par l'augmentation de la fréquence des vols vers le Guatemala et la mise en place de nouvelles lignes directes vers le pays d'Amérique centrale.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

Du 1^{er} janvier au 15 novembre, les remesas ont atteint 4,3 Mds USD, soit une augmentation de près de 10% par rapport à l'an dernier. 80% des remesas envoyées au Honduras proviennent des États-Unis.

Entre janvier et septembre, les exportations honduriennes ont totalisé 3,5 Mds USD, enregistrant une diminution de près de 2,8% par rapport à l'an dernier. Cette baisse s'explique notamment par une baisse des ventes de café, d'huile de palme et de crevettes. **Les importations se sont, elles, élevées à 7,8 Mds USD, soit une augmentation de 9,1% (g.a.)**

Le secteur des "maquilas" au Honduras génère plus de 160 000 emplois directs et 600 000 emplois indirects dans le pays. Il stimule notamment la croissance des investissements directs étrangers (IDE) : cumulés, ils atteignent près de 3,3 Mds USD. En 2017, le secteur a enregistré plus de 4 Mds USD de recettes d'exportation, principalement vers les États-Unis.

Banco Ficohsa et Proparco (du groupe Agence Française de Développement – AFD) signent un accord pour l'octroi d'une ligne de crédit de 35 M USD visant à soutenir la plus grande banque du Honduras dans le développement de son portefeuille de prêts en faveur de projets d'énergies renouvelables dans ce pays. Le Honduras espère ainsi bénéficier du plus grand parc de génération d'énergies propres d'Amérique centrale. Il s'agit du 2^{ème} financement accordé par Proparco à Banco Ficohsa. Le premier prêt de 20 MUSD signé en 2012 était déjà consacré au développement des énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique.

Selon la Chambre Hondurienne de l'Industrie de la Construction (Chico), le secteur de la construction totalise plus de 1,2 Md USD d'investissements en 2018 (+7% par rapport à 2017), totalisant ainsi entre 205 000 et 210 000 emplois directs. 879 M USD ont été injectés par le Gouvernement en faveur de projets d'infrastructures dans le pays. Le secteur privé a investi près de 352 M USD. La construction est un des secteurs stimulant le plus la croissance économique du Honduras.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

La récession économique se poursuit : au mois de septembre, l'activité économique a enregistré une baisse de 4,3% (g.a). Le secteur de la construction a notamment subi une récession de 17,5% (-10,2% en cumulé entre janvier et septembre).

À la fin de la période allant de janvier à septembre 2018, le déficit commercial de biens s'élevait à 1,8 Md USD, 11,3% de moins que celui enregistré à la même période en 2017. Cette réduction du déficit est le résultat de la baisse des importations (-6,8% sur la période), plus importante que celle des exportations (-2,3%).

A la fin du mois de septembre, le portefeuille de crédits dédiés au secteur commercial s'élevait à 1,7 Md USD, soit 2,1% de moins qu'en 2017. Le portefeuille bancaire brut du pays s'élevait à 4,9 Mds USD, soit un montant inférieur de 0,3% à celui de 2017.

Au cours des dix premiers mois de l'année, le pays a reçu des remesas pour un montant total de 1,2 Md USD, soit une augmentation de 7,7% (g.a) par rapport à l'an dernier. 55,6% provenaient des États-Unis, suivis du Costa Rica (19,4%) et de l'Espagne (11,2%).

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Dans le cadre de la visite du Président chinois Xi Jinping à Panama, 19 accords bilatéraux ont été signés sur le tourisme, le commerce et l'agriculture. La Chine a notamment déclaré le Panama comme destination touristique et le pays sera le premier d'Amérique centrale à avoir une ligne aérienne directe avec la Chine.

Lors d'une séance éclair, l'Assemblée Nationale a approuvé, en 2^{ème} débat, le projet de loi établissant le budget général de l'État pour l'exercice 2019 auquel le pouvoir exécutif avait préalablement objecté qu'il était inconstitutionnel. Sur le budget de 23,7 Mds USD, 9 Mds USD sont destinés aux investissements publics et 14,7 Mds USD sont alloués aux dépenses de fonctionnement.

La Société Financière Internationale (SFI – liée la Banque Mondiale) a ouvert une ligne de crédit pour le Panama pouvant atteindre 938 M USD. Il s'agit du portefeuille le plus important engagé en Amérique centrale. Les représentants de la SFI ont réalisé une visite afin d'identifier les opportunités d'investissements.

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a accepté la demande de prêt de l'Autorité du tourisme de Panama (ATP) de 100 M USD. Ce prêt servira à la mise en œuvre du Programme de développement territorial des destinations touristiques. Le projet vise à améliorer les infrastructures urbaines de base de ces destinations.

L'OCDE a modifié la liste des pays à haut risques (en raison de leurs programmes de citoyenneté ou de résidence par investissement) initialement publiée le mois dernier pour en retirer les 3 régimes panaméens ayant provoqué la mention du Panama. Selon, le Ministère des Affaires Étrangères, l'inclusion des 3 régimes panaméens était une erreur d'évaluation de l'organisation.

De janvier à septembre, la masse salariale publique a atteint 2,9 Mds USD, soit une progression de 9,7% en g.a. Depuis le début de l'Administration Varela, le nombre de fonctionnaires a augmenté de 27 300 (dont une augmentation de 4 400 sur la dernière année), atteignant 236 000 fonctionnaires.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Entre janvier et octobre, les exportations salvadoriennes ont atteint 4,8 Mds USD, soit 3,4% de plus que l'an dernier. Les États-Unis ont été le principal récepteur de ces exportations (45,8%), suivis des autres pays de l'Amérique centrale (43,8%).

Entre le 31 octobre 2017 et la même date de 2018, le nombre de cartes de crédit en circulation a augmenté de 5,9%. Sur cette même période, le nombre de détenteurs de cartes de crédit est en effet passé de 750 000 à 790 000. Selon la Superintendencia del Sistema Financiero (SSF), la dette liée aux cartes de crédit au Salvador dépasse le

1 Md USD. L'endettement moyen pour les 387 000 consommateurs ayant souscrit à un crédit via ces cartes atteint près de 2 800 USD.

La compagnie aérienne mexicaine *low cost* Interjet souhaite faire du Salvador un *hub* régional et lance à partir du 15 décembre 2018 des vols directs journaliers entre le Mexique et le Salvador. Le groupe prévoit la mise en opération d'une douzaine d'appareils d'ici 2023 dans la région centroaméricaine. Interjet envisage également de développer une multitude de vols depuis le Salvador vers les États-Unis et l'Amérique du Sud.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

La banque canadienne Scotiabank a annoncé son retrait de 9 des 21 marchés caribéens où elle était jusqu'alors présente depuis 129 ans : Anguilla, Antigue-et-Barbude, la Dominique, la Grenade, le Guyana, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte Lucie, Saint Martin (partie néerlandaise) et Saint-Vincent-et-Grenadine. Les activités de la banque dans ces pays seront vendues à *Republic Financial Holdings Ltd.* Elle vendra également ses activités d'assurance en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago. La décision suit la stratégie du groupe canadien de se focaliser sur ses marchés significatifs. La Banque centrale des Caraïbes Orientales (ECCB) a invité les populations des pays concernés au calme.

L'Union Européenne et le Groupe de Travail Caribéen d'Action Financière (CFATF) ont signé un accord pour stimuler la capacité de la région à se conformer aux normes internationales de lutte contre le blanchiment d'argent et contre le terrorisme. Cet accord prendra la forme de programmes d'évaluation conjoints des pays membres du CFATF, suivant notamment le cadre des 40 recommandations du Groupe de Travail Financier International.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

L'inflation haïtienne a atteint 14,3% g.a. en octobre, soit une croissance des prix à la consommation de 1,4% sur le mois. Cette inflation est stimulée par la hausse des prix des produits alimentaires (16,6% g.a.), des articles d'habillement (15,2% g.a.), des meubles, articles de ménage et d'entretien (17,5% g.a.) et de la santé (20,5% g.a.).

La base de calcul de l'inflation a été modifiée en octobre : elle passe d'une base 2004 à une base 2017/2018. L'actualisation du panier de biens de consommation des ménages haïtiens permettra un suivi des prix de meilleure qualité.

L'Agence Française de Développement a signé le 29 novembre un prêt de 2 M EUR (fourni en HTG) au profit de la Fédération Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes (FECAPH). Le prêt s'accompagne d'une aide non-remboursable de 500 000 EUR ayant pour but le renforcement des capacités financières de la FECAPH. Le prêt vise quant à lui à ce que la FECAPH puisse structurer une offre pour le financement de l'adaptabilité financière des secteurs agricoles et agroforestiers.

Trinité-et-Tobago

2017 – PIB : 21,6 Mds USD | Pop : 1,4 M hbts

Le Gouvernement a signé un accord avec les géants de l'énergie BP et Shell. Cet accord implique la possibilité pour la société nationale de gaz d'exporter du gaz naturel liquéfié pour le compte de Trinité-et-Tobago. De plus il envisage l'extension des activités du *Train Atlantic GNL 1* de 5 années supplémentaires (jusqu'à 2024).

Le Parlement bloque l'adoption de la réforme concernant la loi d'imposition sur le revenu. La non-adoption de la loi pourrait entraîner la non-conformité du système fiscal aux critères du GAFI et du Forum Mondial sur la transparence et l'échange automatique d'informations. Trinité-et-Tobago est le seul pays de ce Forum à être intégralement en non-conformité. La réforme faciliterait l'échange d'informations fiscales et lutterait efficacement contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Par ailleurs, elle est soutenue par les milieux d'affaires, et le blocage parlementaire suscite de vives inquiétudes.

République Dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

La Banque centrale de République dominicaine maintient son taux directeur de la politique monétaire à 5,5%. Le maintien se présente dans une situation où l'économie a crû de 6,9% entre janvier et septembre comparé à la même période en 2017 (stimulée par l'investissement et la consommation), où les conditions monétaires sont favorables (croissance de 12% g.a. du crédit au secteur privé en novembre) et où la dépense publique est modérée (+5% g.a. en octobre, vs. +12% g.a. pour les recettes fiscales). Sur le secteur extérieur, les entrées de devises liées notamment au tourisme et aux transferts monétaires des migrants restent dynamiques et ont permis l'augmentation des réserves internationales : la balance courante devrait terminer l'année avec un déficit légèrement supérieur à 1% du PIB en raison de la hausse des prix du pétrole. La BC estime que la croissance terminera l'année à 6,5% g.a.

La République dominicaine a reçu une délégation commerciale chinoise composée de 21 importateurs intéressés notamment par les productions dominicaines de ferronickel, de cuivre, de bois brut, de café, de rhum, de chocolat et d'huile. 14 accords ont été signés, pour un montant total de plus de 90 M USD. Le commerce bilatéral entre les deux pays a augmenté de 30% depuis mai, suite au rétablissement des relations diplomatiques avec la Chine. La 1^{ère} visite Présidentielle en Chine de Danilo Medina début novembre, en parallèle d'une importante présence de la République dominicaine à Shanghai pour l'exposition internationale des importations chinoises, marque un rapprochement entre les deux économies.

Le Ministre de l'Économie, de la Planification et du Développement, Isidoro Santana, s'est exprimé comme étant opposé à la signature d'un traité de libre-échange avec la Chine, qui contribuerait selon lui à affaiblir l'économie dominicaine étant données les différences de structures productives entre les deux pays. Un traité de libre-échange générerait, selon le Ministre, une dégradation du solde commercial bilatéral déjà négatif pour la RD. Il considère toutefois que l'investissement chinois peut significativement aider l'économie dominicaine.

El Banco Popular Dominicano a été élue banque de l'année 2018 de République dominicaine par la revue The Banker pour la 11^{ème} fois. La revue a tout particulièrement félicité la banque pour ses efforts en matière de transformation digitale (application mobile très fortement utilisée par les clients), et d'inclusion sociale et financière (réseau de 2000 points de service de sous-agents bancaires là où la banque n'est pas physiquement présente).

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le FMI invite les autorités à intensifier le contrôle et la consolidation des risques, tout particulièrement pour les grands conglomérats financiers intra- et interconnectés qui dominent le marché financier jamaïcain. Le FMI met également en exergue que les risques les plus importants pour le secteur sont issus de l'exposition du pays aux catastrophes naturelles, le durcissement des conditions financières internationales et un potentiel retard dans l'agenda de réformes économiques. Malgré ces avertissements, le FMI a salué les progrès des mécanismes de préparation à une crise et de gestion des résolutions pour les institutions financières jamaïcaines.

Le Premier Ministre Andrew Holness a réitéré sa décision de mettre en place une commission d'étude concernant les relations entre la Jamaïque et la Communauté Caribéenne (Caricom) et le CARIFORUM, mais indique que cette décision n'a pas pour but d'ouvrir la porte à une sortie de la Jamaïque de ces organisations (Jexit). Ces considérations sont issues de retours d'entreprises jamaïcaines ayant indiqué les contraintes d'accès aux marchés du Caricom, notamment en raison de pratiques commerciales déloyales.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.